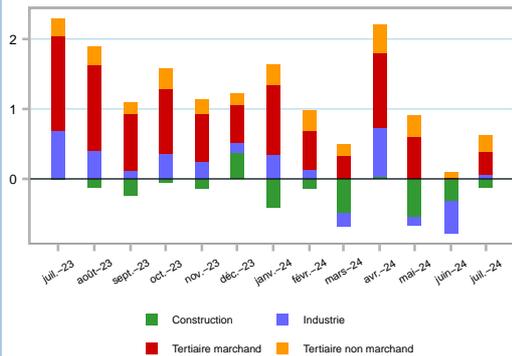


PRODUCTION

Activité économique

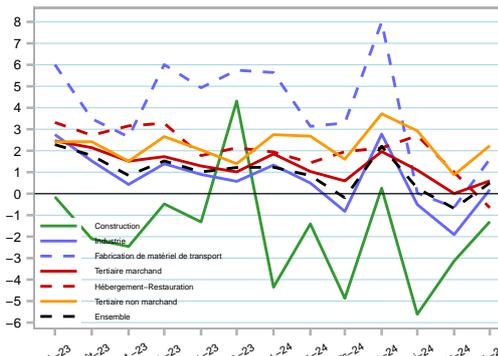
Contributions sectorielles à l'évolution des volumes d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente (en %)



Source : DSN, traitement provisoire Insee.
 Note : Hors activité partielle.

Heures rémunérées

Évolution des volumes d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente (en %)



Source : DSN, traitement provisoire Insee.

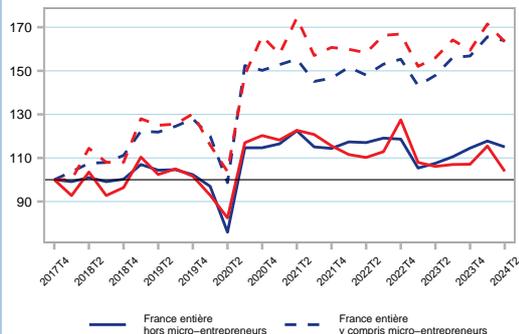
En juillet 2024, le volume d'heures rémunérées est supérieur de 0,5 % à son niveau de juillet 2023, après -0,7 % en juin 2024.

Il augmente nettement dans le secteur tertiaire non marchand (+2,2 %). La hausse est plus modérée dans le tertiaire marchand (+0,6 %), secteur dans lequel l'hébergement-restauration se replie (-0,7 %). Il est en très légère hausse dans l'industrie (+0,2 %) mais progresse plus nettement dans la fabrication de matériels de transport (+1,6 %). En revanche, il continue de baisser dans la construction malgré un recul moins prononcé que le mois précédent (-1,3 %).

En France, le volume d'heures rémunérées est au même niveau qu'en juillet 2023. Au 2ème trimestre, le PIB croît de 0,2 %.

Créations d'entreprises

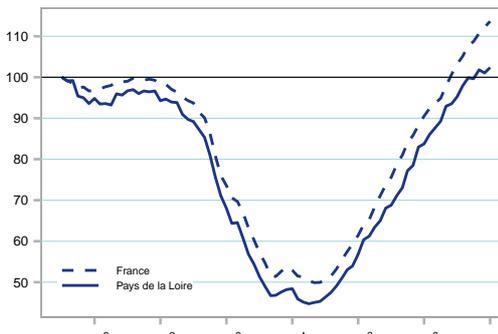
Indice base 100 au 4ème trimestre 2017



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
 Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Défaillances d'entreprises

Indice base 100 en décembre 2017



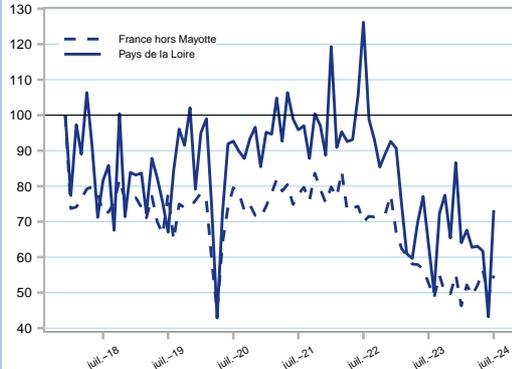
Note : données mensuelles brutes. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.
 Source : Fiben, Banque de France.

Au 2ème trimestre 2024, les créations d'entreprises cumulée baissent de 5 %, contre -1 % en France. Les créations hors micro-entreprises baissent également (-10 %), plus vite qu'en France (-2 %).

En juin 2024, les défaillances d'entreprises cumulées sur 12 mois sont en hausse : +1 %, comme au niveau national. Après avoir atteint un niveau historiquement bas avec la mise en place des dispositifs de soutien, le nombre de défaillances dépasse de 16 % son niveau d'avant crise de juin 2019.

Logements commencés

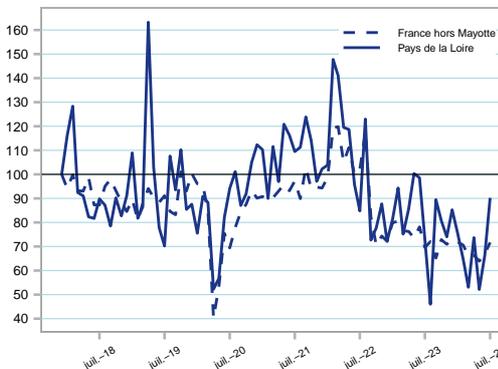
Indice base 100 en décembre 2017



Note : données en cumul trimestriel CVS-CJO, en date réelle.
 Source : SDES, Sit@del2.

Logements autorisés

Indice base 100 en décembre 2017



Note : données en cumul trimestriel CVS-CJO, en date réelle.
 Source : SDES, Sit@del2.

En juillet 2024, 1 790 logements sont mis en chantier dans les Pays de la Loire, soit 70 % de plus qu'en juin 2024 (contre +12 % au niveau national). Malgré ce rebond, la tendance est fortement à la baisse depuis août 2022 et la construction de logements neufs demeure très fortement déprimée dans la région comme en France.

En juillet 2024, 2 280 logements sont autorisés à la construction dans les Pays de la Loire, soit 36 % de plus qu'en juin 2024 (contre +7 % au niveau national). Malgré ce rebond, la tendance est à la baisse depuis septembre 2022 et le nombre de permis de construire reste particulièrement bas.

CRÉDITS

Crédits à l'habitat

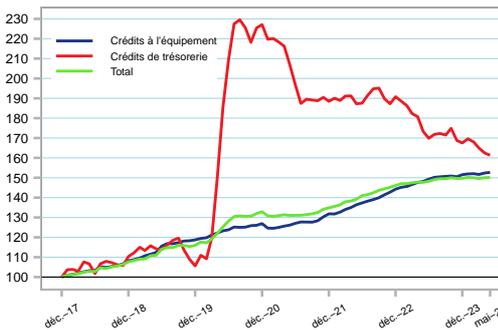
Taux de croissance annuel des encours de crédits à l'habitat (en %)



Source : Banque de France

Évolution des crédits accordés aux sociétés non financières et entrepreneurs individuels dans les Pays de la Loire

Indice base 100 en décembre 2017



Note : données brutes.
 Source : Banque de France.

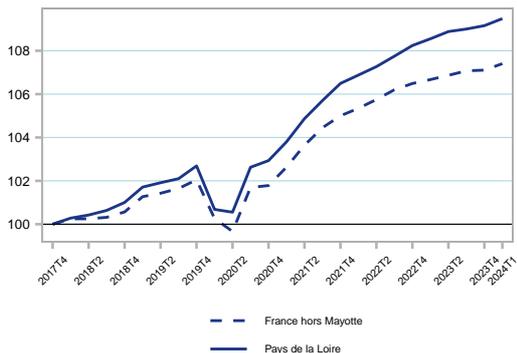
En juin 2024, les encours de crédits à l'habitat dans les Pays de la Loire sont en hausse sur un an : +0,5 %, contre -0,4 % au niveau national. Cette croissance est en net ralentissement depuis l'été 2022, en lien avec le resserrement monétaire de la BCE et son effet sur les taux de crédits immobiliers.

En mai 2024, les crédits accordés aux entreprises pour leur trésorerie diminuent de 1 %. La tendance est à la baisse depuis octobre 2022. Les crédits de trésorerie restent supérieurs de 41 % à leur niveau de mai 2019, en lien avec les prêts garantis par l'État.

EMPLOI – CHÔMAGE

Évolution de l'emploi salarié

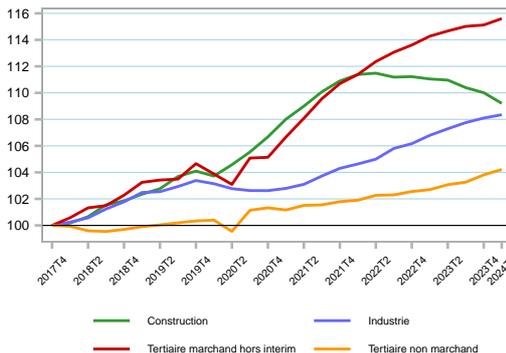
Indice base 100 au 4ème trimestre 2017



Note : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre. Source : Insee, estimations trimestrielles (Urssaf, Dares, Insee)

Évolution de l'emploi salarié par secteur

Indice base 100 au 4ème trimestre 2017



Note : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre. Source : Insee, estimations trimestrielles (Urssaf, Dares, Insee)

Au 1er trimestre 2024, dans les Pays de La Loire, l'emploi salarié repart légèrement à la hausse : +0,3 %, après +0,1 % au trimestre précédent. En France, l'emploi augmente au même rythme (+0,3 %). Sur un an, l'emploi augmente de +0,9 % dans la région et de +0,7 % en France.

Au 1er trimestre 2024, dans les Pays de La Loire, l'emploi salarié est en hausse dans le tertiaire marchand hors intérim (+0,4 %), dans le tertiaire non marchand (+0,4 %), ainsi que dans l'industrie (+0,2 %). En revanche, il poursuit son recul dans la construction (-0,7 %).

Sur un an, l'emploi salarié progresse nettement dans l'industrie (+1,5 %), dans le tertiaire non marchand (+1,5 %), ainsi que dans le tertiaire marchand hors intérim (+1,2 %). En revanche, il recule nettement dans la construction (-1,7 %).

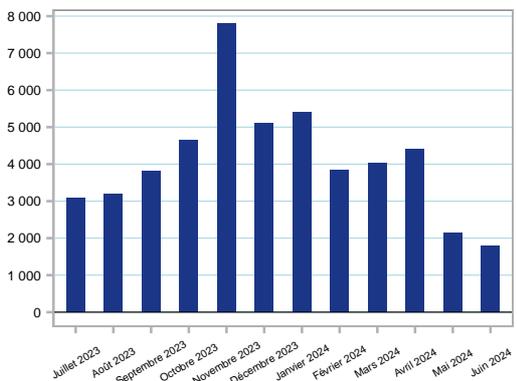
En juin 2024, 1 800 salariés seraient indemnisés au moins un jour au titre de l'activité partielle (chiffre provisoire), une tendance à la baisse après 2 100 en mai et 4 400 en avril.

En mai 2024, l'emploi intérimaire est en baisse par rapport au mois précédent : -3,9 %, une baisse un peu plus marquée qu'au niveau national (-3,2 %). Il recule dans tous les secteurs mais la baisse est plus prononcée dans la construction (-10,0 %) que dans l'industrie (-3,8 %) et le tertiaire (-1,2 %).

En juillet 2024, le nombre de DEFM en catégorie A, B ou C est en baisse par rapport au mois précédent : -0,8 %, contre -0,5 % au niveau national. La baisse est particulièrement marquée chez les moins de 25 ans (-2,1 %, contre -1,7 % au niveau national).

En juillet 2024, les offres d'emploi collectées par France Travail augmentent par rapport au mois précédent. Elles sont supérieures de 12 % à leur niveau de juillet 2023, après -9 % en juin.

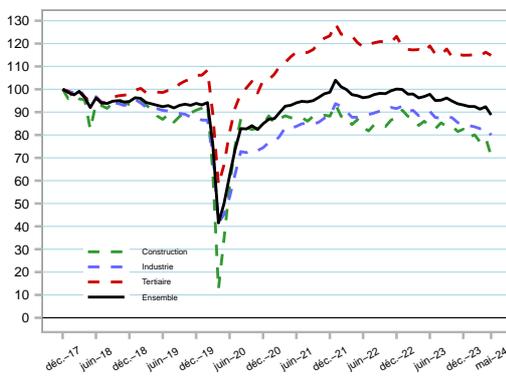
Activité partielle : nombre de salariés indemnisés



Source : Drets Pays de la Loire.

Évolution de l'emploi intérimaire

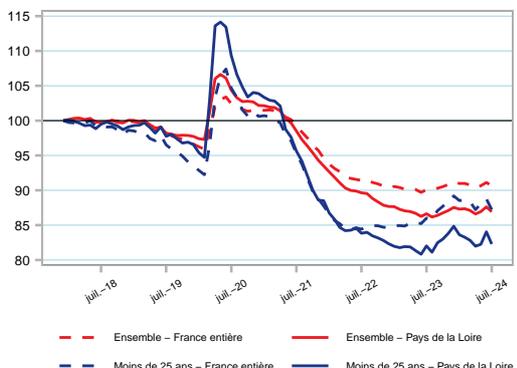
Indice base 100 en décembre 2017



Note : Effectifs ETP localisés à l'établissement utilisateur. Source : Dares, exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN).

Demandeurs d'emploi en fin de mois ABC

Indice base 100 en décembre 2017



Note : données CVS. Source : France Travail - Dares.

Offres déposées à France Travail

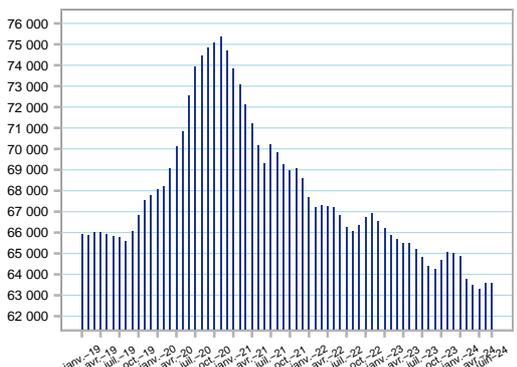
Évolution par rapport au même mois de l'année précédente (en %)



Source : France Travail Pays de la Loire.

IMPACTS SOCIAUX

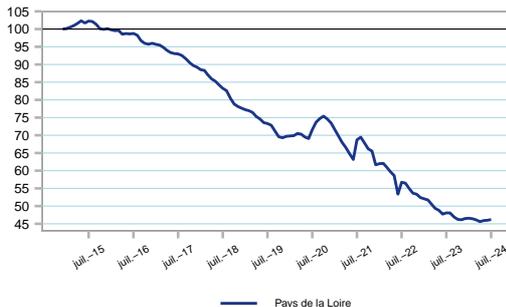
Bénéficiaires du RSA (revenu de solidarité active)



Note : Les données des 6 derniers mois ne sont pas définitives. Source : CAF.

Bénéficiaires de l'ASS (allocation de solidarité spécifique)

Base 100 en décembre 2017



Note : Données brutes. Champ : DEFM de catégories ABC. Source : France Travail.

En juin 2024, 63 610 personnes bénéficient du RSA. Le nombre de bénéficiaires est stable, après +0,4 % en mai. La tendance est cependant à la baisse depuis fin 2020. Le nombre de bénéficiaires est inférieur de 2,4 % à son niveau de juin 2023.

En juillet 2024, 9 810 demandeurs d'emploi bénéficient de l'allocation spécifique de solidarité, minimum social destiné aux chômeurs en fin de droits sous conditions de ressources du foyer. Le nombre de bénéficiaires est en hausse : +0,5 %, après +0,2 % le mois précédent.